

Il me semble que l'opposition, particulièrement le Nouveau parti démocratique, reproche au gouvernement de ne pas suivre son programme au lieu de critiquer ce que le gouvernement propose au pays. Nous n'avons pas été élus pour réaliser le programme néo-démocrate mais pour exécuter un programme conservateur. Si nous ne le faisons pas, ils pourront nous critiquer. Il ne faut toutefois pas nous reprocher de ne pas réaliser le programme d'un autre parti.

C'est la raison pour laquelle je voudrais que l'on adopte un tel système au Canada. J'ajouterais même qu'au cours des dernières campagnes électorales, le parti libéral a toujours prescrit un programme qu'il a laissé tomber après avoir été élu. C'est ce qui a permis à l'opposition d'attaquer ces gouvernements sur presque tous les fronts. Lorsque l'opposition reproche au gouvernement de ne pas exécuter son mandat comme il le doit, je lui recommande de se baser sur le programme qu'il a présenté aux citoyens.

Par ailleurs, il faut veiller à ce que la Chambre fonctionne bien lorsque nous sommes élus. J'ai été heureux de constater qu'il en était question dans le discours du trône, où l'on dit qu'il est temps de procéder à une réforme de notre institution. Il en a déjà été question auparavant, mais j'ai été heureux de constater que le premier ministre (M. Mulroney) prend cette question au sérieux et qu'il institue un comité spécial chargé de veiller à ce que cette réforme se fasse.

Je crois qu'il règne une certaine confusion dans l'esprit de bien des députés quant aux objectifs visés et quant à la façon de les atteindre. Il semble que l'on mette l'accent au Canada, et surtout à la Chambre, sur la démocratie; on met l'accent sur le fait qu'il faut être démocratique, que la démocratie doit marcher, et on emploie tous les autres clichés se rapportant à ce terme. Puisqu'on met l'accent sur la démocratie, on peut facilement en déduire que l'objectif est la démocratie. Je garantis aux députés que nous ne tenons pas à négliger la nécessité de protéger la démocratie, mais elle ne doit pas être notre objectif. Notre objectif est la liberté et non la démocratie.

M. Benjamin: Quelle est la différence?

M. Friesen: Je suis heureux que le député de Regina-Ouest ait demandé quelle est la différence. Cela montre bien qu'il règne une confusion totale dans l'esprit des membres du parti socialiste. La démocratie est un véhicule au moyen duquel nous devons offrir la liberté. Ce n'est pas nécessairement le cas. Je crois qu'il est dangereux de partir du principe que la démocratie est toujours un gage de liberté.

Je vais citer l'exemple le plus frappant, celui de la république de Weimar de 1933. L'Allemagne était dirigée par un gouvernement très démocratique et très constitutionnel.

M. Benjamin: Élu de façon démocratique.

M. Friesen: Il était élu de façon démocratique et il fonctionnait démocratiquement. Adolf Hitler avait été élu démocratiquement chancelier de l'Allemagne. Il est possible, par l'entremise d'une solide institution démocratique, de porter au

pouvoir un gouvernement de répression. Il ne faudrait jamais présumer qu'un gouvernement démocratique nous assure d'office la liberté à tout jamais.

• (1600)

Je vais citer un autre exemple qui nous concerne un peu plus. Je ne tiens pas à ce que les députés pensent que l'odieuse comparaison avec l'Allemagne fasciste . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Friesen: Je prie le député de Cowichan-Malahat-Les Îles (M. Manly) de bien vouloir m'écouter.

M. Manly: J'écoute.

M. Friesen: Que les députés ne pensent surtout pas que je pousse un peu loin la comparaison lorsque je compare ce qui s'est passé en Allemagne à la situation au Canada. Je tiens à signaler, cependant, que, il y a quatre ans, nous avons adopté un décret du conseil que l'on a proclamé comme étant le Décret de planification d'urgence. Ce décret avait été adopté selon les grandes règles de la démocratie. Il a été adopté par un gouvernement démocratique mais vu les pouvoirs donnés à ce gouvernement démocratique, ce décret du conseil est excessivement répressif. Il n'est certainement pas démocratique. La seule liberté qui subsiste est celle du consensus.

Le fait que nous soyons en démocratie ne signifie pas nécessairement que nous soyons libres. Notre liberté peut être aliéné par les institutions démocratiques. Je pourrais faire remarquer qu'il est compréhensible que le Nouveau parti démocratique plutôt que de se faire appeler parti socialiste préfère se faire appeler parti social démocrate.

M. Benjamin: On nous a qualifiés de beaucoup de choses.

M. Friesen: J'entends le NPD utiliser cette expression constamment et je le comprends. Je comprends également que les néo-démocrates veulent se faire élire, qu'ils veulent que les gens votent pour eux. Pour beaucoup de gens au Canada, le terme socialiste est un peu péjoratif et l'expression social démocrate paraît beaucoup mieux. Je ne vois rien de répréhensible là-dedans.

Une voix: C'est exactement comme progressiste conservateur.

M. Friesen: Oui, c'est exact. Progressiste conservateur, c'est à peu près la même chose.

Il y a une autre raison. La démocratie sociale, comme nous l'avons vu dans le monde entier, a un effet limitatif sur la liberté. Peu importe le pays, la démocratie est institutionnalisée.

M. Benjamin: Allons donc. Vous en mettez un peu trop.

M. Friesen: Cela dépasse sans doute le député de Regina-Ouest (M. Benjamin). Sa capacité de concentration est bien limitée, mais je vais essayer de lui expliquer. Pour qu'une démocratie fonctionne, il faut qu'elle soit institutionnalisée et plus vous l'institutionnalisez, plus vous limitez les libertés.